

Adoption du budget saoudien 2020

Résumé : Adopté en conseil des ministres le 9 décembre 2019, **le budget de l'Etat saoudien pour l'année 2020 prévoit des dépenses à hauteur de 272 Mds USD**, en diminution de -8% par rapport au budget 2019 (295 Mds USD) et **des recettes pour un total de 222 Mds USD**, en baisse de -15% par rapport à 2019 (260 Mds USD). **Le déficit budgétaire 2020 de 50 Mds USD**, soit 6,4% du PIB, s'inscrit en forte hausse de +43% par rapport à l'année précédente (35 Mds USD, 4,7% du PIB). Son financement est assuré par l'endettement pour 40% et le recours aux réserves de l'Etat pour le solde.

Le budget de l'Etat saoudien pour l'année 2020 proposé par le ministre des Finances Mohamed Al-Jadaan a été adopté en conseil des ministres le 9 décembre 2019. Dans la continuité des deux précédents, ce budget retient comme objectif stratégique le **soutien aux programmes de transformations économiques et sociales de la Vision 2030** qui vise à une croissance économique pérenne, moins dépendante du secteur pétrolier, à une amélioration de la qualité des services publics et à une efficacité accrue des dépenses sociales, en particulier dans l'éducation et la santé, pour améliorer les conditions de vie des Saoudiens.

Le rebond de croissance attendu en 2020 reste modeste

Préparé dans un environnement de ralentissement de la croissance globale et de fortes incertitudes sur l'évolution du commerce mondial, **le budget 2020 retient une hypothèse de croissance de +2,3% et une prévision d'inflation de +2%**. Pour 2021 et 2022, les prévisions de croissance sont respectivement de +2,2% et +2,3%.

En 2019, la croissance devrait être atone à 0,4% et l'inflation négative à -1%. Sur le premier semestre 2019, la croissance était de +1,1%, se décomposant en -1% pour le secteur pétrolier et +2,5% pour les activités non pétrolières.

La faible croissance de 2019 s'explique par la contraction de l'activité pétrolière, qui représente 31% du PIB, conséquence de la baisse des cours mondiaux du brut. **En 2019, le prix moyen du baril de Brent était de 64,18 USD contre 71,06 USD sur les douze mois de 2018**, soit une baisse de près de 10%.

Le rebond de croissance projeté pour 2020 se base sur une stabilisation des marchés pétroliers et une poursuite du dynamisme de l'économie non pétrolière tirée par les investissements dans les infrastructures et les grands projets de la Vision 2030, la diversification du secteur privé dans de nouveaux secteurs tels que l'industrie, l'extraction minière, les nouvelles technologies, le tourisme et les activités de services.

Des recettes en baisse de -15% dans le contexte incertain du marché pétrolier

Le budget 2020 prévoit un montant total de recettes de 222 Mds USD, en baisse de 15% par rapport au montant budgété en 2019 (260 Mds USD) et de -9% par rapport à l'exécution estimée pour cette année (245 Mds USD).

En 2020, les **recettes du secteur pétrolier sont prévues à 137 Mds USD** (63% du total des revenus), en diminution de -23% par rapport au budget de 2019. Cette forte baisse s'explique par la perception de dividendes exceptionnels de Saudi Aramco en 2019. La prévision des revenus pétroliers est basée sur un cours moyen du baril de Brent de 60 USD et un niveau de production de 9,8 millions de barils par jour. Ce niveau de production correspond à **l'engagement de réduction supplémentaire pris par l'Arabie saoudite lors de la réunion des pays membres de l'OPEP+** le 6 décembre dernier à Vienne. Les pays membres ont décidé une réduction supplémentaire de leur production globale de 500 000 barils par jour, s'ajoutant à une précédente réduction de 1,2 million de barils/jour prise en décembre 2018.

S'agissant des **recettes non pétrolières**, elles sont **prévues à 85 Mds USD** (38% des recettes totales), en augmentation de 2% par rapport au budget de 2019 (83 Mds USD). Elles sont composées pour les deux-tiers d'impôts et taxes (54 Mds USD, soit 24% du total des recettes). En 2020, le budget des impôts et des taxes est stable par rapport à l'exécution budgétaire de 2019. Autrement dit, les autorités ne devraient pas décider de nouvelles augmentations dans ce domaine.

Les dépenses sont en diminution de -8% par rapport au budget 2019

Le budget 2020 prévoit 272 Mds USD de dépenses, en baisse de -8% par rapport au budget précédent (295 Mds USD). Cette prévision s'inscrit en légère diminution de -3% de l'exécution budgétaire estimée pour l'année en cours (279 Mds USD). L'année 2019 se caractérise ainsi par une sous-exécution de la dépense par rapport au budget 2019 qui, il est vrai était présenté comme expansionniste avec des dépenses prévues en augmentation de 13% par rapport au budget 2018. Le budget 2020 semble ainsi marquer une volonté de gestion plus rigoureuse et plus efficace de la dépense publique dans un contexte de contraction des recettes issues de l'activité pétrolière.

Les dépenses de fonctionnement (226 Mds USD) représentent 83% du total du budget 2020, en baisse de -2% par rapport au budget 2019 (229 Mds USD). Les salaires de la fonction publique représentent 49% du total des dépenses budgétaires et 60% du total du poste fonctionnement. Ces dépenses (134 Mds USD) sont stables par rapport à l'exécution budgétaire estimée de l'année en cours et en hausse de 11% par rapport au budget 2019. Les achats de biens et services par les administrations sont programmés à 37 Mds USD (17% des dépenses de fonctionnement et 14% du total des dépenses), en baisse de -20% par rapport à l'exécution budgétaire de l'année en cours.

Les **dépenses d'investissement sont programmées à 46 Mds USD** (17% du total) en diminution de -30% par rapport au budget 2019, mais stables en comparaison de l'estimation de l'exécution budgétaire en cours. En contrepartie, il convient de relever l'importance croissante du fonds souverain Public Investment Fund (PIF) et du National Development Fund dans le financement des projets d'infrastructures en relai aux financements du budget de l'Etat.

En 2020, les capacités de financement du fonds souverain vont être augmentées par les revenus issus de la **vente de 1,7% du capital de la compagnie pétrolière Saudi Aramco dont l'introduction sur la Bourse de Riyad début décembre 2019 a rapporté au PIF 29,4 Mds**

USD. Par ailleurs, la vente par le PIF de 70% des actions de l'entreprise pétrochimique Saudi Basic Industries Corporation (SABIC) à Saudi Aramco devrait générer 69 Mds USD de revenus.

Par secteur, **l'éducation reste le premier poste de dépenses avec 19% du total** (51 Mds USD), suivi par la défense (18% du total, 49 Mds USD), la santé et les services sociaux (46 Mds USD, 17% des dépenses) et la sécurité et l'administration régionale (27 Mds USD, 10% du total). Ces postes de dépenses sont relativement stables par rapport à l'exercice 2019, à l'exception notable du secteur de la défense dont les dépenses sont en baisse de -5% par rapport au budget 2019 et de -8% comparé à l'exécution budgétaire estimée de l'année en cours.

Le déficit budgétaire augmente de 43% par rapport à 2019

Sur la base de l'évolution programmée des recettes et dépenses, **le déficit budgétaire est attendu à 50 Mds USD, soit 6,4% du PIB**, en hausse de +43% par rapport à l'année précédente (-35 Mds USD, 4,7% du PIB). Ce niveau de déficit est de 9% supérieur à celui de 2018 (46 Mds USD représentant 5,9% du PIB). Selon les projections du ministère des Finances, le déficit devrait progressivement diminuer à 2,9% du PIB en 2022.

Le déficit budgétaire 2020 sera **financé à hauteur de 40% par l'endettement** (20 Mds USD) **et par une ponction sur les réserves de l'Etat** pour 30 Mds USD. La dette publique rapportée au PIB devrait ainsi augmenter de 24% à 26% entre 2019 et 2020. Un ratio d'endettement de 29% est prévu en 2022.

Commentaires :

Le budget 2020 de l'Arabie saoudite est construit sur des hypothèses macroéconomiques réalistes en phase avec les prévisions des institutions financières internationales. Au niveau des recettes, il intègre une perspective d'évolution des prix du pétrole qui devraient, sauf événement géopolitique majeur, rester déprimés au vu de l'évolution attendue de la demande dans un contexte de ralentissement de la croissance globale et d'incertitudes commerciales au plan internationale.

La structure des dépenses programmée pour 2020 vise au soutien des programmes de transformations économiques et sociales de la Vision 2030, avec des priorités affichées dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des dépenses sociales pour l'amélioration des conditions de vie des Saoudiens.

La sous-exécution budgétaire importante des dépenses d'investissement en 2019 semble être la conséquence de restructurations majeures de l'administration en charge de programmes d'infrastructures majeurs.

La forte augmentation du déficit budgétaire, assumée par les autorités, ne met pas en péril la soutenabilité des finances publiques, compte tenu des marges de manœuvre d'endettement et des réserves financières importantes dont dispose l'Etat saoudien. On peut cependant s'interroger sur la capacité des autorités à atteindre l'objectif de la Vision 2030 d'équilibre budgétaire en 2023.